

Semaine traité ONU – du 11 au 19 octobre 2019

Kit de mobilisation

#stopimpunité



Stop à l'impunité des multinationales

Kit de préparation à la semaine de mobilisation pour un traité ONU
du 11 au 19 octobre 2019



1. Le contexte de la semaine d'actions	2
2. Objectifs de la semaine d'actions.....	3
3. Rappel de la nécessité de mettre un terme à l'impunité des multinationales : pourquoi une campagne « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales » - #stopimpunite	4
4. Un instrument central : un traité contraignant sur les multinationales et les droits humains ...	6
6. Rappel générique pour organiser une action	8
7. Les propositions d'actions	9
8. Matériel.....	13
9. Réseaux sociaux.....	14
Maintenant, à vous d'agir !	15

1. Le contexte de la semaine d'actions

Entre le 14 et le 18 octobre 2019 a lieu la cinquième session de négociations des Etats à l'ONU (Genève) d'un traité sur l'obligation des multinationales à respecter les droits humains et environnementaux.

Depuis 2014, en effet le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU est mandaté pour élaborer un outil juridiquement contraignant afin de garantir l'accès à la justice et à la réparation pour les victimes de violations résultant des activités des multinationales. Ce traité fait ainsi l'objet de négociations annuelles en octobre à Genève, en Suisse.

Du 11 au 19 octobre 2019, une semaine d'actions européenne est organisée par la campagne « **Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales - #stopimpunite** ». Lancée en janvier 2019 pour exiger des dirigeants de l'Union Européenne une action forte pour mettre fin à l'impunité dont bénéficient les multinationales dans la mondialisation, elle rassemble plus de 200 organisations au niveau européen (cf présentation ci-après). Elle est organisée autour d'une pétition adressée à l'UE, qui a déjà recueilli plus de 600 000 signatures. En France, cette campagne a été lancée le 22 janvier 2019 et est relayée par une coalition de 40 associations, mobilisée pour cette semaine d'action

Ce kit est un point d'appui pour cette semaine d'actions. Vous y trouverez un argumentaire sur le traité, une présentation de la campagne #stopimpunite, des propositions d'actions d'interpellation à mener pendant cette semaine ainsi que des outils proposés par le Collectif Ethique sur l'étiquette et d'autres associations membres de la coalition telles qu'ATTAC ou le CCFD.

2. Objectifs de la semaine d'actions

- Alerter et informer les citoyen-ne-s sur l'existence de discussions à l'ONU pour un traité qui mettrait fin à l'impunité des multinationales.
- Amener la France à défendre un traité ambitieux, à endosser nos recommandations et à pousser l'Europe à développer un soutien solide au Traité.
- Faire signer la pétition européenne #Stop Impunité

3. Rappel de la nécessité de mettre un terme à l'impunité des multinationales : pourquoi une campagne « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales » - #stopimpunite

Aujourd'hui, les multinationales exercent un pouvoir disproportionné et dangereux :

- d'une part, elles font des profits en exploitant l'environnement et en ne respectant pas les droits humains. Elles ne sont souvent pas poursuivies lorsque des violations sont commises dans leurs chaînes de production ou via leurs filiales.

- de l'autre, elles bénéficient de tribunaux privés (tribunaux d'arbitrage, un système de justice parallèle créé spécialement pour préserver leurs intérêts) dans lesquels elles ne sont jamais condamnées. Elles peuvent même porter plainte contre les Etats si elles considèrent qu'ils menacent leurs intérêts.

En 2019, alors que 3 400 traités de commerce et d'investissement protègent les intérêts des multinationales par le biais de mécanismes d'arbitrage entre investisseurs et États (ISDS), aucun traité international ne contraint ces grandes entreprises à respecter les droits humains et l'environnement.

Les Etats semblent se complaire dans cette situation : ils laissent les entreprises meurtrir la planète et les droits humains en toute impunité fiscale, sociale et environnementale. Il n'est plus temps d'attendre ! Il est nécessaire d'inverser le système de valeurs pour passer d'un modèle économique et judiciaire qui

protège les intérêts des entreprises, à celui qui respecte et protège les droits humains et l'environnement.

Face à cela, une campagne au niveau européen, « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales », s'est créée pour exiger une régulation contraignante de l'activité des multinationales. Cette campagne a démarré en janvier 2019 et se terminera en décembre 2019 : tout au long de l'année elle a interpellé les candidat-e-s aux élections européennes, puis les député-e-s élu-e-s pour s'assurer que la lutte contre l'impunité des multinationales soit au cœur du nouveau mandat du parlement européen, autour de 2 demandes : une régulation contraignante des entreprises multinationales via l'adoption d'un traité discuté à l'ONU et la fin des tribunaux d'arbitrages entre Etats et investisseurs (un système de justice parallèle, injuste et à sens unique en faveur des entreprises). Elle a lancé pour cela une pétition adressée à l'UE. En France, elle rassemble une coalition de 40 organisations.

➤ Pour rappel : le site de la campagne #StopImpunité et le lien vers la pétition : <https://stop-impunite.fr/Signez-maintenant>

Avec sa loi sur le devoir de vigilance adoptée en mars 2017, la France se doit de maintenir son statut de pionnière en la matière et de pousser, avec l'Union Européenne, pour que soit élaboré un traité contraignant ambitieux pour les multinationales et pour permettre l'accès des victimes à la justice.

4. Un instrument central : un traité contraignant sur les multinationales et les droits humains

En juin 2014, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a voté une résolution historique – la résolution 29/6 - visant à "créer un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'Homme". Ce traité permettrait aux populations d'avoir accès à des tribunaux où elles pourraient porter plainte en cas de violation des droits humains et de l'environnement par ces sociétés transnationales.

Depuis 2015, plusieurs sessions de négociations autour de ce Traité ont lieu chaque mois d'octobre à l'ONU à Genève. La cinquième session a lieu du 14 au 18 octobre 2019. Elle revêt une importance particulière car les Etats discuteront de la deuxième proposition de texte provisoire pour un tel traité. Cette semaine est **donc aussi une semaine d'actions** pour faire **pression sur les gouvernements**. Des organisations, des mouvements sociaux, des communautés affectées par les activités des entreprises multinationales, et d'autres personnes luttant pour défendre la justice sociale et environnementale dans le monde entier, seront présent-e-s à Genève. A nous d'agir pour que la France et les pays Européens portent une ambition lors de ces négociations.

- Pour rappel : les informations sur le traité ONU : <https://ethique-sur-etiquette.org/Stop-a-l-impunite-des-multinationales>

5. Calendrier

- Du 11 au 19 octobre 2019 : disons stop à l'impunité des multinationales ! Semaine d'actions dans toute l'Europe organisée par la campagne « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales »
- 12 octobre : manifestation à Genève à l'initiative de *Stop Corporate Impunity*. Des cars affrétés par ATTAC partent depuis l'Est de la France
- Les 12 et 13 octobre : week-end d'actions « Hors Service » d'ATTAC partout en France et à Genève
- Entre le 14 et le 18 octobre : 5^{ème} session de négociations du traité par le groupe de travail interministériel
- Pour information : toutes les actions à Genève sont disponibles sur [le site](#) de *Stop Corporate Impunity*

6. Rappel générique pour organiser une action

Repérer les cibles de l'action : décideurs, multinationales...

Repérer les acteurs à mobiliser : citoyen-ne-s, media...

Repérer les lieux : à proximité d'un lieu symbolique pour les cibles de l'action, un lieu fréquenté (rue passante, marché...), des lieux de rassemblement (village associatif, manifestation...)

S'assurer d'avoir le matériel (tracts, affiches, fiche de contact, ordinateur pour faire signer la pétition, un téléphone pour prendre des photos)

S'assurer d'avoir les bénévoles pour faire l'action

Se donner une heure de rdv et de fin de l'action

Communiquer autour de l'action : l'annoncer (lorsqu'elle n'est pas surprise) puis faire des photos et un article sur les réseaux sociaux pour donner de la visibilité à la campagne

Assurer un débriefing de l'action (pour voir quels sont les points positifs et les points à améliorer)

7. Les propositions d'actions

Alerter et mobiliser le grand public est essentiel dans notre campagne contre l'impunité des multinationales. Afin que chacun-e puisse prendre conscience du pouvoir des multinationales et **agir en signant la pétition** pour pousser les instances européennes à prendre les mesures nécessaires pour réguler leur capacité d'influence et leur pouvoir de nuisance, il est possible de vous **inspirer des différentes propositions d'actions** ci-dessous en les adaptant à nos pratiques (en interpellant nos cibles comme Zara, H&M, Primark...) ou de **rejoindre les actions organisées par les membres de la campagne** tout au long de la semaine.



Mettre les multinationales “hors service”



ATTAC organise une **cinquantaine d'actions partout en France**, et notamment samedi 12 octobre, pour dénoncer l'impunité des multinationales et médiatiser le débat autour du traité ONU dans l'espace public. Dans le [kit de mobilisation d'Attac](#), vous trouverez un argumentaire ainsi que la proposition d'action pour la semaine. Cette action consiste à mettre « Hors service les multinationales » : en collant des affiches format A4 du visuel ci-dessus sur les distributeurs de billets de BNP Paribas (une des pires banques du monde), sur les pompes à essence de Total (pétrolier pollueur multirécidiviste protégé par l'État), sur les casiers d'Amazon (exploite ses salarié-e-s et persuade des eurodéputé-e-s de déposer des centaines d'amendements pré-rédigés qui lui sont favorables dans le cadre de la législation relative à la protection des données), afin de sensibiliser les consommateurs et d'interpeler les décideurs (via la presse, les réseaux sociaux...).

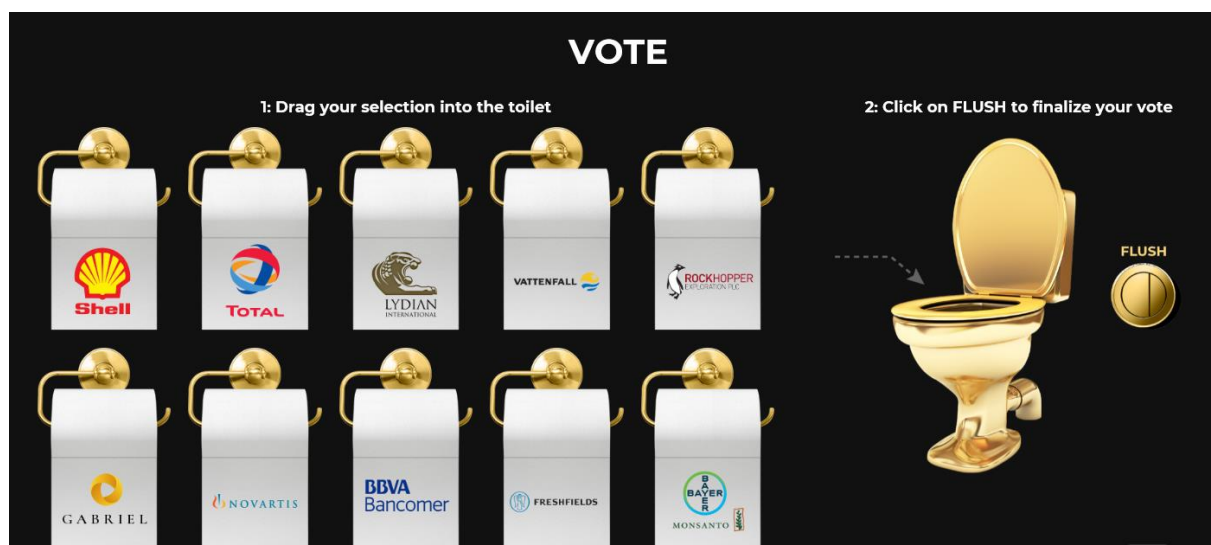


Le CCFD a commencé sa campagne d'interpellation en envoyant une [note de position](#) aux parlementaires mi-septembre. Suite à cela, Michel Larive, député LFI a rédigé une [question écrite](#) au gouvernement. Vous trouverez ici, un [dossier presse](#) rédigé sur la base de la note envoyée aux député-e-s, et du guide remis aux bénévoles pour la campagne.

Pour la semaine d'actions, le CCFD interpelle les multinationales devant des lieux symboliques représentant les pouvoirs économiques (Shell, Total, BNP) et politiques (mairie, conseil régional) à l'aide d'[affiches](#) mettant en scène « les lobbies au pouvoir » (Total au ministère de l'énergie, Monsanto au programme de l'agriculture durable de l'ONU et Chevron-Texaco à la commission Libertés civiles, justice et affaires intérieures de l'Union Européenne). A ceux-ci, il propose de répondre **#reprenonselepouvoir**. Des [pochoirs](#) pour faire des tags sur le sol (bombe craie), des [stickers](#) peuvent aussi accompagner l'action.

Le CCFD a lancé un site: <https://reprenonselepouvoir.org/> - qui a pour objectif de faire signer la pétition de la campagne européenne – qui présente aussi quelques cas d'ISDS (mécanismes d'arbitrage entre investisseurs et Etats)

comme Chevron (grand industriel pétrolier), qui après avoir pollué l'Amazonie et intoxiqué les populations locales demande une indemnité pour le tort que l'Equateur lui a causé déposant une plainte à son encontre, ou le Mexique condamné à verser 77,3 millions de dollars au poids lourd de l'agro-alimentaire Cargill, pour avoir mis en place des mesures de lutte contre l'obésité.



La campagne européenne « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales » propose d'interpeller les firmes par le biais d'une action en ligne. Un [site internet](#) a été créé pour inviter les internautes à **désigner la pire entreprise quant à l'impunité dont elle bénéficie**. Pour cela, l'internaute peut voter en jetant le logo d'une entreprise aux toilettes et tirer la chasse pour valider son choix. L'entreprise gagnante se verra décerner le prix de la "brosse WC en or". **Attention** : le site a été traduit par Google Traduction, il est donc assez approximatif en français.

8. Matériel

Voici une petite liste de matériel qui pourrait vous aider à accompagner vos actions. En plus d'un ordinateur (chargé) pour faire signer la et d'un téléphone pour prendre des – bonnes – photos à partager sur les réseaux sociaux, nous avons réalisé un tract pour la semaine d'action, pour inciter le public à signer la pétition européenne



Vous pourrez trouver sur le [site](#) d'ESE, [le site français de la campagne](#) et le [site international de la campagne "des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales"](#), les informations sur la semaine d'action, des outils et du contenu.

Vous pourrez aussi suivre la semaine d'actions sur les **réseaux sociaux** :

- le Facebook d'[ESE](#) et notre [twitter](#) - ceux de la campagne : [Twitter](#) et [FB](#)

- ceux de d'ATTAC : [Twitter](#) et [FB](#) – ceux du CCFD : [Twitter](#) et [FB](#)

ATTAC a écrit un « [Petit guide pour comprendre et combattre l'impunité des multinationales](#) ». Il a pour but de rendre accessible à tou-te-s la campagne #stopimpunite.

9. Réseaux sociaux

Au niveau d'ESE :

Le 11/10 : nous sortirons un communiqué de presse accompagné d'un tweet et d'un message Facebook

La semaine de négociation (14 au 18/10) : nous serons sur Twitter et Facebook pour mobiliser, relayer les informations et les actions, interpeller les décideurs à l'ONU. Lorsque vous prévoyez de faire une action : transférez-nous les informations, prenez une photo/vidéo (en soignant la prise de vue) et partagez-la nous avec un petit commentaire.

Le 15/10 : nous relayerons tout particulièrement l'intervention de la coordinatrice d'ESE en prime time sur France 2.

Au niveau des autres organisations françaises: Vous pouvez suivre les comptes twitter ou Facebook du CCFD, d'ATTAC, des Amis de la Terre, ou de l'institut Veblen, qui devraient être assez actifs sur les thèmes de la campagne en octobre. Certaines publications sont déjà disponibles, comme cette **vidéo des Amis de la Terre avec le témoignage de 3 défenseurs** des droits humains venus en France en mai dernier (appelant à signer la pétition européenne => à relayer sur [twitter](#) et partager/crossposter sur [facebook](#)).

Maintenant, à vous d'agir !

La semaine d'action pour un traité ONU est une occasion importante de faire entendre nos demandes pour une régulation internationale. N'hésitez pas à rejoindre une des actions organisées par les membres de la campagne ou à vous inspirer de ce qu'ils proposent. Le mouvement pour un traité ONU sur les multinationales et les droits humains est international : il est soutenu par une coalition de plus de 900 organisations dans le monde (dont ESE fait partie), mais également par une coalition mondiale de parlementaires. La semaine européenne d'actions est ainsi relayée par « *Dismantle corporate power* » qui représente 250 organisations dans le monde. Soyons nombreuses et nombreux à passer à l'action, partager sur les réseaux sociaux et faire signer la pétition pour dire stop à l'impunité des multinationales.



SEMAINE DE MOBILISATION DES PEUPLES

5^{ème} Session de l'OEIGWG sur le **Traité Contraignant** de l'**ONU** sur les Multinationales et les **Droits Humains**

Genève 12-19 Octobre 2019
stopcorporateimpunity.org

#StopCorporateImpunity
#BindingTreaty

METTONS FIN À L'IMPUNITÉ
DÉMANTELONS LE POUVOIR DES MULTINATIONALES

Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales
STOP IMPUNITÉ !